

**Discours devant le Cercle Royal Afrique et de l'Outre-mer**

**Hôtel Astoria, Bruxelles - 22 juin 2006**

**La politique de coopération et de développement de l'Allemagne –**

**Actualités et références à l'histoire**

*Par : Dr. Ernst STETTER, Directeur, Bureau européen de la Friedrich Ebert Stiftung*

Excellences,

Mesdames, Messieurs,

La politique africaine de l'Allemagne comme d'ailleurs de l'Europe sont confrontées à des grands défis. Le continent africain est caractérisé par un contexte particulier et essentiellement difficile.

L'instabilité politique, des conflits ethniques, des guerres civiles, la stagnation économique et la lutte contre les maladies sont les problèmes les plus pressants qu'il convient de résoudre en coopération partenariale avec les États concernés.

Dans chaque cas, il s'agit d'une question nécessitant en même temps une aide internationale. Par son histoire, par son voisinage et par son action, l'Europe et chaque état membre de l'Union Européenne, donc aussi l'Allemagne, sont spécialement concernés.

Citons les problèmes les plus remarqués et difficiles:

- **Instabilité politique:** dans certains pays africains, l'unité de l'État se désintègre, on parle à juste titre « d'États en faillite ». Les conséquences en sont souvent des flux de réfugiés, le recrutement d'enfants soldats, mais aussi la destruction de l'environnement et l'exploitation abusive des ressources naturelles.

- **Stagnation et déclin économique:** contrairement aux autres régions du monde en voie de développement et de transformation (Asie du Sud, Chine, Brésil), l'Afrique ne parvient pas (à quelques exceptions près) à suivre le développement économique mondial. L'Afrique est considérée comme un perdant de la mondialisation. L'Afrique reste jusqu'à présent le fournisseur de matières premières pour les pays industrialisés.
- **Emigration vers l'Europe :** Ces problèmes mènent particulièrement vers une catastrophe sociale et sont encore aggravés par la constante "fuite des cerveaux", c'est-à-dire l'émigration d'Africains hautement qualifiés ne trouvant pas d'emploi adéquat dans leur pays d'origine.

A cela s'ajoute un autre élément:

Depuis le 11 septembre les objectifs et les instruments de la politique étrangère et de sécurité doivent répondre à la menace terroriste. La politique de coopération et du développement est aussi de plus en plus raisonnée sous cet angle.

Dans ce contexte, les mots-clés de la politique allemande de coopération et de développement sont "**solidarité**" et "**prévention**".

L'Allemagne s'engage principalement dans le cadre des efforts coordonnés sur le plan international visant une aide à court terme ainsi que le développement à long terme de l'Afrique. Citons, entre autres, les missions de paix sous l'égide de l'ONU et de l'Union Africaine, les contributions à la lutte contre le sida dans le cadre de l'Organisation Mondiale de la Santé ou la forte augmentation des fonds destinés à la coopération au développement dans le cadre de l'Union Européenne et du G8.

La politique allemande de coopération est un élément clé des relations étrangères de l'Allemagne et, s'agissant de ses objectifs, elle fait partie de la politique que le gouvernement fédéral mène à l'échelle mondiale en faveur de la paix, de la coopération dans un esprit de partenariat et de la lutte contre la pauvreté.

Pour sauvegarder l'avenir de la planète, il est impératif d'encourager un développement durable dans tous les pays. La politique de développement de l'Allemagne se veut contribuer à sauvegarder l'avenir de la planète, à faire reculer la pauvreté, à préserver la paix et à organiser la mondialisation de façon plus équitable.

Le taux de la population mondiale vivant dans la pauvreté absolue doit être réduit de moitié d'ici à 2015, c'est la déterminante depuis la Déclaration du Millénaire des Nations Unies de septembre 2000.

## **Les objectifs de la politique allemande de coopération**

Les objectifs de la politique allemande de coopération sont les suivants :

1. **Améliorer les structures politiques** : La volonté de gouverner selon les règles démocratiques et dans un esprit de responsabilité est la base du succès du développement. C'est également la base des accords contractuels passés entre pays donateurs et pays bénéficiaires.
2. **Améliorer les structures économiques** et la croissance économique sont le fondement du progrès économique de tout pays. S'y ajoutent des adaptations structurelles au niveau national qui permettent, notamment, aux petites et moyennes entreprises de gérer leurs affaires avec succès. Au niveau international, une réglementation du commerce mondial dans un cadre financier et commercial international est aussi nécessaire pour que les pays en développement ne soient pas les perdants de la mondialisation.
3. **Améliorer les structures sociales** : Seule la modification des structures sociales permet aux personnes désavantagées de la société de profiter de la croissance économique. C'est pourquoi une couverture sociale de base est un objectif important de la politique de développement. Cela implique avant tout une assistance médicale suffisante, des possibilités d'éducation et de formation ainsi que l'installation de systèmes de sécurité sociale.
4. **Améliorer les structures écologiques** : Il est dans l'intérêt de tous les êtres humains de sauvegarder leurs conditions de vie. Des calamités telles que les inondations et la sécheresse nous rappellent régulièrement que l'intervention de l'homme dans son espace vital peut avoir des conséquences catastrophiques. Sauvegarder un environnement naturel est donc toujours un objectif intégré de tout projet de politique de développement. A l'échelle internationale, aussi, l'équilibre écologique global est l'objectif déclaré de conventions et d'accords.

En 2005, l'Allemagne a attribué au total 9,915 milliards d'euros aux pays en développement au titre de l'ODA (Official Development Assistance) et a réalisé l'objectif fixé de porter la part à 0,33 % du produit intérieur brut en 2006.

Egalement en 2005, le budget du Ministère fédéral de la Coopération économique et du Développement a de nouveau été majoré pour atteindre 3,859 milliards d'euros. L'objectif à long terme reste une part de l'ODA de 0,7 %, à quoi contribueront aussi l'augmentation de l'aide au développement de l'Union Européenne - là aussi une

participation en hausse de l'Allemagne - ainsi que d'autres mesures de désendettement.

Dans le nouveau contrat de coalition ont trouvé une réaffirmation de l'engagement de longue date de l'Allemagne de porter son aide au niveau de 0.7 % que les Nations unies ont fixé comme objectif, conformément à l'accord conclu dans le cadre de l'Union Européenne en mai 2005, en vertu duquel ce rapport est censé atteindre 0.51 % en 2010 et 0.7 % en 2015.

Cette confirmation est d'ailleurs remarquable compte tenu de la situation globalement tendue des finances publiques allemandes et de la nécessité d'équilibrer le budget fédéral dans un contexte de difficiles réformes économiques et sociales.

### **Le système allemand de coopération**

Le système allemand de coopération pour le développement fait intervenir plusieurs organismes. La tutelle est le ministère fédéral de la coopération économique et du développement (BMZ), qui y assume un rôle central. Une récente réorganisation vise à permettre mieux une intégration des missions bilatérales, multilatérales et sectorielles.

Le ministère s'appuie sur deux organismes principaux d'exécution : l'Agence de coopération technique (GTZ) et la Banque de développement (KfW). L'éventail des institutions ne se limite pas à ce noyau et englobe plus de 30 autres instances, parmi lesquelles d'autres ministères fédéraux, des organismes publics et des organisations extérieures à l'administration notamment le rôle important des fondations politiques. Les organismes reliés à des églises et des organisations non gouvernementales ainsi que les Etats fédéraux et les municipalités contribuent comme le secteur privé à la coopération.

Même si tous les partis sont favorables à la coopération pour le développement et à son ciblage sur la lutte contre la pauvreté, il est important pour l'Allemagne de parvenir à mobiliser le soutien politique indispensable à l'accroissement continu du budget de la coopération allemande pour le développement. Cela pourrait nécessiter d'intensifier la publicité autour des activités de coopération pour le développement et des résultats qu'elles produisent dans le contexte actuel de mondialisation et de renforcement de l'interdépendance entre les nations.

Le respect des engagements qu'elle a souscrits à l'échelon international appelle, de la part de l'Allemagne, un effort budgétaire considérable. Pour que l'objectif de 0.51%

soit atteint en 2010, il faudrait que le volume soit multiplié par deux par rapport à 2004.

La concrétisation de l'objectif de 0.51 % soulève un double défi : Dégager les ressources nécessaires d'une part et parvenir à utiliser ces dernières de manière efficace d'autre part.

### **Pas de préférence et de groupe particulier de pays**

L'Allemagne n'a jamais affiché de préférence pour des groupes particuliers de pays. Elle admet que les pays les plus pauvres doivent bénéficier de l'entier soutien des donateurs mais estime également que la coopération avec des pays économiquement plus avancés est primordiale pour assurer l'efficacité à long terme étant donné que la Chine et l'Inde abritent, à elles seules, 50 % de la population mondiale de pauvres.

Dans sa démarche à l'égard des pays économiquement plus avancés (dits « Ankerländer »), dont la plupart ont accès aux marchés internationaux de capitaux pour financer leur développement, l'Allemagne entend nouer des partenariats stratégiques avec ces pays, spécialement en faisant une plus large place aux financements du marché qu'aux ressources budgétaires. Pour l'Afrique, l'Afrique du Sud a été défini comme « Ankerland ». L'idée principale de cette idée est qu'un tel pays peut davantage avoir des relations avec ses voisins et par son poids économique contribuer au développement économique et social et de stimuler et de pousser par cela l'intégration régionale.

Autrefois, l'aide de l'Allemagne était concentrée sur les pays à revenu intermédiaire. Afin d'affiner le ciblage stratégique de la coopération bilatérale, le BMZ prône actuellement une concentration de l'action sur quelque 80 pays, et sur un nombre limité de secteurs. Une distinction est établie entre les « pays partenaires prioritaires », où les efforts peuvent porter jusqu'aux trois domaines prioritaires. Pour les « pays partenaires » la coopération est circonscrite à un seul domaine prioritaire. La question du nombre optimal de pays de coopération reste posée au vu de l'attachement affiché par l'Allemagne à une amélioration de l'efficacité de l'aide et de l'efficacité de ses modes d'acheminement grâce à une meilleure répartition des tâches entre les donateurs. La grande coalition du SPD et de la CDU s'est donnée l'objectif de réduire les pays bénéficiaires au nombre de 50.

## **Le passé colonial**

L'histoire du colonialisme allemand était relativement courte. L'Allemagne s'établit en Namibie (Deutsch Süd-West) en 1883, avant de s'établir au Cameroun et au Togo en 1884, puis au Tanganyika et au Ruanda-Urundi en 1885. Il faut souligner qu'avant 1870 l'Allemagne n'existait pas comme État national et après 1870 le chancelier Bismarck prônait l'Allemagne toujours comme puissance continentale.

La Deutsch-Ostafrikanische Gesellschaft (D.O.A.G) a été créée, et s'est implanté en Afrique de l'Est, notamment grâce au rôle joué par Carl Peters qui signe des traités avec divers chefs de tribus. Pratiquement en quelque mois, l'Allemagne devrait gérer un Empire colonial cinq fois plus grand que le territoire métropolitain, bien que très peu peuplé. Et cela n'était pas totalement bien accueilli par Bismarck.

Inévitablement, l'Allemagne a rencontré de vives réactions à son installation coloniale, aussi bien des autochtones que des autres États européens. Les tensions furent particulièrement graves en Afrique australe, où les intérêts des compagnies minières allemandes ont été menacés par l'expansion britannique. Un accord fut signé le 30 août 1898, par lequel l'Allemagne s'engageait à ne pas intervenir dans la guerre des Boers.

Alors que pendant la Première Guerre mondiale, les colonies allemandes avaient déjà été depuis longtemps occupées par les Alliés. Le Traité de Versailles en 1919 entérinait la fin de la colonisation allemande.

Les vainqueurs se partageaient les colonies. La France obtenait une partie du Cameroun et du Togo, rattachés à l'AOF. La Belgique obtenait le Ruanda-Urundi. Le Royaume-Uni obtenait l'autre part du Cameroun et la Namibie, qui devenait un protectorat du dominion d'Afrique du Sud.

### *La rébellion des Hereros en 1904 - Un génocide et un peuple peu connus*

La rébellion sanglante des Hereros en Namibie en 1904 fut un massacre énorme. Elle fut sévèrement réprimée. Il y eut l'installation de camps de concentrations, les premiers de l'histoire, inspirés des camps utilisés par les Britanniques lors de la Guerre des Boers.

On parle aujourd'hui même de génocide, mais ce massacre n'est pas reconnu comme tel par l'ONU. C'est finalement cent ans après que le monde découvre une partie du passé douloureux du colonialisme allemand. 100 ans après le début du massacre des Hereros dont on a longtemps rien su, l'Allemagne a finalement

présenté ses « regrets » à l'ethnie bafouée. Ce génocide perpétré par l'armée coloniale allemande a causé la mort de 70 000 Hereros entre 1904 et 1907.

Des Hereros, on connaît surtout les coiffes exubérantes de leurs femmes et les couleurs vives de leurs vêtements qu'elles arborent joyeuses, lors des fêtes de commémoration de leur histoire. Mais peu de gens savent que ce peuple namibien a subi un massacre au début du XXème siècle.

De 1880 à 1915, l'Allemagne a administré la Namibie, alors appelée « l'Allemagne de l'Afrique du Sud ». Le drame du peuple Herero commence le 12 janvier 1904. Ce jour-là, des guerriers Hereros se révoltent contre les colonisateurs et après plusieurs jours, 200 morts chez les civils allemands sont à déplorer.

*« Ordre d'extermination »*

La réponse allemande ne se fait attendre et le fait de sa riposte est atteint le 11 août 1904 où, elle défait les combattants Hereros au nord-ouest de Windhoek. L'opresseur n'arrête pas là sa destruction et veut en finir avec le peuple « irrévérencieux ». De façon plus cruelle encore, un « ordre d'extermination » est donné par le Général de l'armée allemande, Lothar Von Trotha, qui écrit que « le peuple Herero doit quitter le pays, sinon, je le délogerai avec le « groot Rohr » (grand canon) ».

Dès lors, le massacre prend une autre ampleur avec des poursuites cruelles et sans répit qui débouchent souvent sur des assassinats barbares. Pour tout Herero encore en vie, la fuite devient le seul recours. De ce fait, plusieurs centaines chercheront à quitter le pays et nombre d'entre eux mourront de soif dans la région aride d'Omaheke. De 86 000 Hereros environ avant le massacre, il n'en restera plus que 15 000 à la fin de ce génocide en 1907. Les deux tiers des survivants auraient fuit la région et gagné l'est du pays et les autres, les colonies alentour, administrées par d'autres Etats européens.

Depuis l'indépendance de la Namibie en 1990, l'Allemagne est le grand pourvoyeur financier de ce pays en Afrique Australe, ce qui pourrait passer comme un signe fort de la reconnaissance et de la responsabilité vis-à-vis son passé colonial. Mais l'Allemagne s'est toujours refusé à reconnaître officiellement le génocide dans son ancienne colonie. La ministre de la coopération, Heidemarie Wieczorek-Zeul voulait en 2004 faire un geste fort vis-à-vis les Hereros au Nord de la Namibie. Mais le gouvernement de la Namibie n'a pas voulu accepter un fonds destiné spécialement aux Hereros et a exigé que ce fonds soit intégré dans le budget global de l'Allemagne pour la Namibie. L'Allemagne n'a pas accepté car par une telle intégration elle était

impliquée dans des affaires internes de la Namibie. Le fonds n'a pas pu être créé. D'ailleurs une grande déception pour la ministre allemande de coopération.

Vers les autres anciennes colonies comme la Tanzanie, le Togo ou le Cameroun aucune politique particulière ne peut être citée. Il faut éventuellement souligner que l'Allemagne a pendant une certaine période favorisé la Tanzanie – une référence à Julius Nyerere, qui était bien estimé par les responsables politiques en Allemagne notamment par Willy Brandt. Le Togo n'était jamais un pays particulier surtout à cause de son président et dictateur Eyadema.

C'est parmi les populations locales qu'un souvenir très vague reste du passé colonial allemand. Il faut dire aussi qu'en Allemagne peu de recherches au niveau universitaire sont consacrés au passé colonial.

### **L'Afrique et la société allemande aujourd'hui**

Il y a d'autre part une discussion au sein de la société allemande comment les Africains sont perçus. Nous devons constater pratiquement les mêmes phénomènes du racisme et de la xénophobie comme dans d'autres pays d'Europe. Mais il faut souligner dans ce contexte que le national-socialisme et le concept raciste de Nazis est plus responsable que le colonialisme

Les gens de couleur sont toujours vus comme des êtres totalement étranges pour la population allemande. Ceci est particulièrement le cas en Allemagne de l'Est, dans l'ancienne RDA.

La perception des personnes noires par la majorité de la population allemande se caractérise grandement par un regard dont les origines remontent aux traditions colonialistes racistes, même si beaucoup n'en sont pas conscients.

« D'où viens-tu ? » jusqu'à « Quand rentres-tu chez toi ? » - ce sont des questions posés fréquemment aux Africains en Allemagne et indiquent bien que les noirs allemands sont littéralement toujours perçus comme des corps étrangers. Une telle perception n'est pas apparue par hasard. Elle est un écho, un renvoi aux discussions sur le caractère d'une identité nationale qui, du dix-neuvième siècle jusqu'à la fin du nazisme, se sont accompagnées d'argumentations extrêmement nationalistes et racistes. Le racisme, l'antisémitisme et les autres formes d'exclusion raciale ne sont pas que des idées, comme le montre si cruellement l'histoire allemande. C'est également un résultat du droit sur la nationalité. Les quelques 100.000 africains en Allemagne ne sont pas automatiquement des citoyens allemands malgré qu'ils sont nés en Allemagne. La République fédérale d'Allemagne

ne reconnaît pas le droit du sol. C'est tout récemment que le droit sur la citoyenneté allemande a été modifié.

Les discussions avant le championnat du football illustrent cela parfaitement. Des associations antiracistes dirigées par des hautes personnalités allemandes ont publié avant le championnat des listes de sites non recommandés pour des gens de couleur (« No go areas »).

Fort heureusement, la coupe du monde se déroule très joyeusement et jusqu'à présent sans incident.

### **La discussion actuelle d'une stratégie africaine de l'Allemagne**

Pourtant l'Allemagne a toujours mis un accent particulier dans sa politique de coopération envers le continent africain et soutenu les efforts de l'Afrique vers une stabilité politique, économique et sociale et vers une compréhension mutuelle entre les peuples.

Mais il faut dire sans complexe, que la politique d'Allemagne envers l'Afrique doit devenir encore plus politique et plus accentuer. Cela est surtout valable pour la définition des objectifs. Il est fondamental de réfléchir davantage sur les instruments appropriés vis-à-vis le continent africain. Cela est valable aussi pour l'Union Européenne.

Deux faits politiques en cours revêtent une importance fondamentale pour l'avenir de l'Afrique. D'une part, le passage de l'OUA à l'Union Africaine. En réalisant ce projet ambitieux, les États africains posent les jalons d'une intégration renforcée sur leur continent. L'Afrique suit ainsi l'exemple réussi d'autres organisations régionales telles que l'Union Européenne sans pour autant copier leur modèle à la lettre.

L'Afrique est le continent qui, jusqu'à présent, a le moins bénéficié de la mondialisation. Le débat sur la mondialisation ne se limite pas à la seule efficacité économique, il concerne aussi et surtout les valeurs et la responsabilité. Dans la transition vers la société du savoir, le développement écologique et social durable mise de plus en plus sur la créativité et donc sur la liberté des citoyens. Sans État de droit qui fonctionne et sans société démocratique ouverte, il ne peut y avoir de liberté. La bonne gouvernance n'est donc pas une simple "soft issue", il s'agit d'une des questions clés du XXI<sup>e</sup> siècle dans la mesure où dépendent d'elles également la capacité de vivre en paix et la réussite économique de ces sociétés.

De longues et sanglantes guerres civiles ont été endiguées et des processus de paix et de réconciliation ont pu être mis en route la dernière décennie, notamment au Mozambique, en Angola, au Sierra Leone, dans les Comores ou entre l'Éthiopie et l'Érythrée. Du chemin reste à faire. Je ne veux pas maintenant entrer dans la problématique du Congo et du déploiement des forces européennes pour garantir les élections le mois prochain.

Mais il faut reconnaître que pour la première fois l'Allemagne a accepté de prendre des responsabilités militaires au sein de l'Europe pour un pays en Afrique. C'était une discussion difficile en Allemagne, au sein du Bundestag et au sein des différents groupes politiques.

Mais au-delà de ces perspectives réjouissantes, la triste réalité est bien évident à laquelle l'Afrique reste confrontée.

Au vu de la dimension des problèmes de l'Afrique, il est impératif de poursuivre la solidarité internationale en vue de soutenir les efforts fournis par l'Afrique. Il est indispensable que l'Europe entier se donne véritablement une stratégie pour l'Afrique. Le continent africain est le continent avec lequel nous avons de plus de relations.

### ***L'Allemagne, l'Union Européenne et l'Afrique***

Ces dernières années, l'Union Européenne a elle aussi élargi le champ de sa politique africaine, qui inclut désormais, outre la politique de développement classique, un dialogue sur la démocratisation, les droits de l'homme et la bonne gouvernance, mais aussi et surtout un engagement multiple dans les domaines de la paix et de la sécurité. L'Union Européenne s'est donnée l'année dernière une nouvelle stratégie africaine qui veut établir surtout un partenariat stratégique de l'Europe avec le continent africain.

L'adoption de la stratégie de l'Union Européenne adoptée en décembre dernier par le Conseil propose de lancer un certain nombre d'initiatives nouvelles, et notamment une initiative en matière de gouvernance ainsi qu'un partenariat nouvel pour l'infrastructure.

Mais la solidarité implique pareillement une politique européenne conséquente d'ouverture des marchés pour les exportations africaines. Seulement des réelles opportunités commerciales donnent aux pays africains la possibilité de faire progresser leur développement économique par leurs propres moyens. Elles sont indispensables pour que les pays africains puissent participer à la mondialisation.

Une certaine critique doit ici malheureusement être prononcée à l'encontre du monde occidental: comment pouvons-nous attendre de la compréhension de la part des pays pauvres et très pauvres lorsque l'ouverture de leurs marchés leur est imposée et que, simultanément, nous protégeons les nôtres? Il est urgent que nous changions notre attitude sur ce point.

Le développement plus juste et durable de l'Afrique ne représente pas seulement un simple commandement moral pour l'Europe; dans la mesure où nous sommes voisins, il sert aussi notre propre intérêt élémentaire.

L'Allemagne et l'Europe doivent être déterminées à accorder une attention particulière aux problèmes des pays pauvres et très pauvres et à les soutenir davantage dans leurs efforts pour la paix et le développement. Les efforts pour la paix et pour le développement en Afrique contribuent également à ce que les "États en faillite" et les zones où l'ordre fait cruellement défaut ne constituent pas un nouveau terrain pour le terrorisme.

### **Le continent africain au début du 21<sup>ème</sup> siècle**

L'Afrique au début de ce 21<sup>ème</sup> siècle - cela veut dire victoire sur le régime de l'apartheid et recherche d'une voie vers la réconciliation nationale en Afrique du Sud, éveil démocratique et lutte contre la corruption au Nigeria, renouveau démocratique et économique prometteur au Mozambique, transformations non violentes et processus de démocratisation au Bénin, Ghana, Malawi, en Gambie, au Sénégal, en Tanzanie pour ne mentionner que quelques-uns et de l'espoir pour le Congo en vue des élections finalement prévu cette été.

Or, force est de constater qu'en même temps nous associons au terme d'Afrique des notions telles que "misère insupportable", "tragédie humaine", "violations de droits de l'homme", "manque d'accès aux droits politiques, sociaux et économiques", "réfugiés "et "écroulement de nations à la suite de conflits internes armés".

Si le développement de l'Afrique au sud du Sahara a connu, somme toute, un déroulement plus négatif que d'autres régions de notre globe, c'est pour des raisons externes autant qu'internes. Les hypothèques laissées par l'époque du colonialisme - concentration sur un nombre restreint d'agglomérations et élites urbaines, non-respect du droit à l'autodétermination, manque d'investir dans les infrastructures physiques et sociales ou promotion de structures productives mal équilibrées - constituent autant d'obstacles à un vaste développement horizontal et à l'intégration de l'Afrique dans le marché international.

La division du travail au niveau international n'a pratiquement pas changé par rapport à l'époque du colonialisme: l'Afrique continue à fournir pour l'essentiel matières premières et produits agricoles et à importer des produits finis. La division du travail prédominante et la détérioration des termes de l'échange ont fait diminuer le pourcentage de l'Afrique subsaharienne par rapport à l'ensemble du commerce mondial. Bien souvent, des régimes dictatoriaux et des élites kleptocrates n'avaient, après le déclin du colonialisme, pas le moindre intérêt à voir se renverser les tendances et continuaient sous une autre étiquette à piller leurs pays.

Pour pouvoir relever les défis posés à la politique de développement, l'Allemagne continue au modelage de la mondialisation qui a besoin de nombreux acteurs.

Sa politique de développement **intègre** systématiquement dans son application concrète des **partenaires issus de la société, des syndicats et de l'économie, des organisations non gouvernementales et des églises**. Elle encourage des partenariats avec le secteur privé et le programme Global Compact lancé par le secrétaire général de l'ONU, Kofi Annan.

En conclusion :

- ***L'Allemagne veut accroître l'efficacité de la coopération allemande au développement par une concentration prudente sur certains pays et la définition de priorités.***
- ***L'Allemagne se voit comme vrai partenaire avec le continent africain et prône un dialogue mutuel en politique, en économie ou bien dans la coopération.***
- ***L'Allemagne veut contribuer avec sa politique de coopération à la politique européenne et se voit comme partie intégrale de l'Union en guise de soutenir activement la recherche des solutions pour la paix et la stabilité en Afrique.***
- ***L'Allemagne veut intensifier la politique de développement dans le sens d'élargir et d'approfondir chez les Allemands eux-mêmes la conscience d'un «seul et même monde».***

Merci pour votre aimable attention.